OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DU RELIGIEUX

LES ENJEUX DU VOYAGE DE BENOIT XVI À CHYPRE

PAR NICOLAS KAZARIAN

Enseignant à l'Institut Saint-Serge

20 mai 2010

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

LES ENJEUX DU VOYAGE DE BENOIT XVI À CHYPRE

Nicolas KAZARIAN / Enseignant à l'Institut Saint-Serge

Deuxième destination sur la liste des déplacements officiels du souverain pontife en dehors de l'Italie, Chypre. Après Fatima en mai, le Pape Benoît XVI se rendra du 4 au 6 juin 2010 sur cette île de Méditerranée orientale, à peine plus grande que la Corse. Au programme de cette visite officielle, un pèlerinage sur les pas de l'apôtre Paul, mais aussi des rencontres avec les autorités religieuse et politique du pays. Mais de quel pays parle-t-on ? En effet, depuis 1974 l'île est partagée en deux, suite à l'invasion de la Turquie en réaction à un coup d'Etat des nationalistes chypriotes grecs et soutenu par la junte militaire athénienne. Depuis, deux entités cohabitent : l'une au sud, internationalement reconnue, la République de Chypre ; l'autre au nord, recouvrant 37 % du territoire insulaire, dont l'entité politique appelée « République Turque de Chypre Nord » n'est reconnue que par la Turquie. C'est donc dans un contexte géopolitique complexe que le voyage du Pape se déroulera. Si Jean Paul II avait été l'ouvrier de la chute du mur de Berlin, Benoît XVI arrivera-t-il quant à lui à renverser la « ligne verte », ce *no man's land* séparant le nord du sud, actuellement sous administration onusienne ?

Rapprochement Orthodoxe/Catholique

Si les voyages du Pape sont toujours des événements aux multiples facettes, ils sont d'autant plus importants lorsqu'il s'agit de destination dont l'actualité politique participe de la tension régionale. Dans un pays, la République de Chypre, à 94 % orthodoxe, la venue de Benoît XVI sera avant tout l'occasion de réaffirmer les bonnes relations entre l'église catholique et l'église orthodoxe de Chypre.

Cette dernière, forte d'une influence encore importante dans la société et de son poids économique majeur, prépare avec intelligence la venue du souverain pontife. Car, il convient

de faire de ce voyage le symbole d'une profonde fraternité entre les deux églises sans pour autant créer le trouble parmi ses fidèles. En effet, le souvenir de la domination latine de l'île, ainsi que l'oppression des Orthodoxes dans la première moitié du deuxième millénaire, demeurent présents. De plus, l'échec relatif de la dernière réunion de la commission internationale mixte pour le dialogue théologique entre l'église orthodoxe et l'église catholique (octobre 2009) de Paphos, donne à cette visite une signification spéciale. Simple hasard de calendrier, les travaux de la commission ont traité l'épineux thème du « rôle de l'Eglise de Rome ». Les conclusions de la rencontre étaient d'ailleurs si mitigées qu'elles ont poussé le représentant du Patriarcat de Constantinople, le Métropolite Jean de Pergame, à avouer que : « Le dialogue théologique entre l'orthodoxie et le catholicisme est le plus important de tous les dialogues entrepris officiellement par l'Église orthodoxe, mais, *en même temps, le plus tourmenté par certains milieux* »[1].

De même, afin d'anticiper toute réaction négative pouvant s'élever parmi une minorité d'activistes orthodoxes anti-catholiques, à propos de la venue du Pape sur l'île, l'Eglise de Chypre, dans sa dernière encyclique parue le 16 mai 2010, a fait preuve de pédagogie. Elle met en avant la prise en compte par l'évêque de Rome de la situation politique difficile de l'île. En effet, Benoît XVI ne se rendra pas dans la partie nord. L'encyclique se conclut ainsi : « Nous appelons paternellement au calme et à ne pas écouter les invitations irresponsables poussant à la protestation lors de la prochaine visite du Pape. » Il conviendra donc au souverain pontife de travailler au réchauffement des relations entre les deux églises.

Un renforcement de la position des minorités de l'île

Durant son déplacement, Benoît XVI visitera aussi les communautés placées sous sa juridiction et lors de la messe dominicale, il remettra une copie de l'*Instrumentum Laboris* en vue du Synode des évêques du Moyen-Orient devant se tenir en octobre 2010.
La Constitution de la République de Chypre (1960), outre les deux communautés chypriotes grecque et turque, reconnaît aussi l'existence de trois « groupes religieux » : arménien, latin

[1] Cf. www.orthodoxie.com

et maronite[2]. Ces deux derniers sont placés sous la juridiction de l'évêque de Rome et constituent des symboles essentiels de l'histoire complexe et multiethnique d'une île au croisement de trois continents : Europe, Afrique et Asie.

Lors du dernier recensement de la République de Chypre en 2001, les Maronites et les Latins chypriotes comptaient respectivement 3658 et 279 membres, sur une population comptant 686 565 habitants, soit moins de 1% de la population. La faiblesse démographique de ces communautés est accentuée par l'opposition entre Chypriotes grecs et turcs. En ce sens, la visite du Pape permettra à ces deux groupes religieux en particulier de faire valoir leurs revendications. Car, même si les travaux du Conseil de l'Europe et de son organe de *monitoring*, la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (FCNM), constituent un espace institutionnel d'échange entre l'Etat chypriote et les minorités, la visite du Pape contribuera encore davantage à leur visibilité et donc à leur survie.

Pour les Latins, l'épuisement de leur communauté doit faire face à la croissance rapide de Catholiques romains d'origines diverses, environ 13 000 immigrés majoritairement venus des Philippines. Ainsi, le voyage du Pape sur l'île renforcera l'action qu'entreprend le représentant parlementaire de la communauté latine, Benito Mandovani, de mobilisation identitaire. Les éléments constitutifs de l'identité latine se concentrent avant tout sur le catholicisme dont l'implantation dans l'île remonte aux périodes franque et vénitienne de son histoire (1191-1570). Nombreux sont les Latins chypriotes, de confession catholique, qui ne sont pas encore inscrits dans le groupe religieux. De plus, ne peuvent s'y inscrire que les détenteurs de la nationalité chypriote. Pour éviter l'assimilation totale, Benito Mandovani souhaiterait changer le nom de son groupe religieux de « Latin » en « Catholique Latin ». Bien que les autorités chypriotes grecques semblent ouvertes à cette transformation, aucune modification n'a encore été entérinée. Il se peut que la venue du souverain pontife fasse avancer ce dossier. Cela permettrait, selon le même Benito Mandovani, d'améliorer sensiblement la visibilité de la communauté. D'ailleurs, le comité des experts de la FCNM le reconnaît : « De même, à travers leur souhait de se voir désigner à l'avenir en tant que

[2] Art.2, par.3.

'Latins catholique' ou 'Latin romano-catholique' », ils cherchent un moyen de mieux faire connaître et affirmer leur identité distincte »[3].

D'autre part, les maronites de l'île se trouvent dans une situation tout à fait différente. Plus nombreux que la communauté latine, ils ne sont pas moins en voie d'assimilation. En effet, leur berceau identitaire se trouve encore aujourd'hui et ce depuis 1974, dans la partie occupée de l'île, et plus précisément dans les villages traditionnels de Kormakitis, Karpasia, Asomatos, Agia Marina. Seuls 150 maronites vivent à Kormakiti, les autres villages sont inaccessibles car abritant des camps militaires turcs. Or, il est indispensable pour une communauté de maintenir vivants les éléments de son identité et en particulier de sa langue, l'arabe chypriote maronite[4] Pour le représentant parlementaire des maronites, Antonis Hadji-Roussos, la survie de sa communauté passe avant tout par un retour de la population maronite de l'île dans leurs villages traditionnels. C'est d'ailleurs pour cette raison que la communauté a soutenu les négociations du Plan Annan (2004). Ce dernier devait leur accorder un tel droit au retour. Cependant, le refus des Chypriotes grecs d'entériner cette proposition ne fit que crisper davantage la situation, tout en bloquant leur réinstallation. Par ailleurs, la stratégie identitaire des Maronites de Chypre a toujours mis en avant ses liens avec le Vatican bien plusque sa proximité culturelle et religieuse avec le Liban. Selon Antonis Hadji-Roussos, Rome possède des capacités diplomatiques plus étendues et son action leur a permis jusqu'ici de jouir d'une relative liberté à Chypre nord tandis que les autorités du sud ne semblent guère y prêter d'attention[5].

Benoit XVI et la « Question Chypriote »

Cette visite permettra aussi, pour les autorités de la République de Chypre, de rappeler à l'opinion publique internationale la situation qui divise l'île depuis plus d'une trentaine d'années. Cette médiatisation contribuera à agir comme un moyen de pression, non

[3] *Deuxième avis sur Chypre adopté le 7 juin 2007* [ACFC/OP/II(2007)004], par. 72
[4] Costas Constantinou,« The Protection and Revival of Cypriot Maronite Arabic », *Policy Brief* 1/2009, PRIO, Cyprus Centre
[5] OUTSOUKI C., "Continuity of National Identity and changing Politics: The Maronite Cypriots", *The Minorities of Cyprus: development patterns and the identity of internal-exclusion*, VARNAVA A., COUREAS N. & ELIA M. (ed.), Cambridge Scholars Publishing, Newcastle, 2009, pp.218

seulement sur les autorités de Chypre nord, mais aussi sur Ankara. D'ailleurs, les positions du souverain pontife ont toujours été très claires sur la question. En 2008, Benoît XVI avait souhaité dans un discours au Corps diplomatique que : « dans le contexte de l'Union européenne[6], on n'épargne aucun effort pour trouver une solution à une crise qui dure depuis trop longtemps. » Une année plus tard, il avait réaffirmé son espoir de voir émerger rapidement une paix durable sur l'île. « Les aspirations à la paix, dit-il, sont vives à Chypre, où ont repris les négociations en vue de justes solutions aux problèmes liés à la division de l'île. » Cependant, la situation a très profondément évolué. En effet, alors que les négociations étaient rentrées dans une nouvelle ère après l'élection du « communiste » Dimitris Christofias à la présidence de la République de Chypre en février 2007, ce réchauffement des relations s'est atténué après la victoire du nationaliste, Dervis Eroglu, du Parti de l'Unité Nationale à la tête de Chypre nord le 18 avril 2010.

Par conséquent, cette visite du Pape sur les traces de Saint Paul revêt une signification importante dans le renforcement des relations orthodoxes-catholiques. Même si elle ne résout pas tout, la venue de Benoît XVI tendra à mettre en lumière les oubliés du conflit bicommunautaire, sacrifiés sur l'autel des intérêts géostratégiques. Pour la Curie romaine, cette fois, Chypre pourrait bien servir de prélude, avant un autre voyage historique dans un pays orthodoxe. À quand la Russie ? ■

[6] Chypre est membre de l'UE depuis 2004.

LES ENJEUX DU VOYAGE DE BENOIT XVI À CHYPRE

Nicolas KAZARIAN, *Enseignant à l'Institut Saint-Serge*

OBSERVATOIRE GEOPOLITIQUE DU RELIGIEUX / 20 MAI 2010

© IRIS
TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70
iris@iris-france.org

www.iris-france.org
www.affaires-strategiques.info